

# Le pouvoir burundais veut des élections au plus vite, malgré les mises en garde

La présidence a fixé l'élection présidentielle au 15 juillet, alors que la contestation se poursuit

**L**e maigre espoir d'une détente politique au Burundi n'a pas tenu. Moins d'une semaine après que l'un de ses proches conseillers a laissé croire que la question d'un troisième mandat présidentiel, à l'origine de la crise qui secoue le pays, n'était pas « un sujet tabou », le chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza, a publié, mercredi 10 juin, le nouveau calendrier électoral fixant les législatives et les communales au 29 juin, et la présidentielle au 15 juillet. La veille, le porte-parole du gouvernement avait balayé les derniers soupçons d'inflexion en déclarant que la candidature du président était « non négociable » et qu'« il n'y aura pas de énième report ».

Initialement, les élections locales étaient prévues pour le 26 mai et la présidentielle un mois plus tard, mais leur décalage avait été annoncé à la demande des chefs d'Etat d'Afrique de l'Est. Ces derniers avaient recommandé, le 31 mai en Tanzanie, un report du processus d'au moins un mois et demi. Les autorités burundaises n'ont donc finalement que partiellement entendu les conseils de la région, considérant que les dates annoncées sont « la limite

*maximale sans qu'on tombe dans l'inconstitutionnalité ».*

Depuis un mois et demi, le pouvoir en place est arrivé à contenir par la répression la contestation populaire née dans certains quartiers de la capitale, Bujumbura, et à étouffer une tentative de coup d'Etat. Il semble désormais prêt à enterrer toute poursuite du dialogue avec l'opposition et la société civile, qui contestent toujours au président le droit de brigrer un troisième mandat et radicalisent également leur position. Ces dernières ont notamment récusé la médiation de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, après l'avoir accusé de partialité.

## « Mascarade »

*« Ce calendrier est un passage en force. (...) Comment aller aux élections quand des gens sont assassinés, lorsque les Imbonerakure [les membres de la Ligue de jeunesse du parti présidentiel] sont encore armés, lorsqu'il n'y a plus de commission électorale [deux de ses cinq membres ont fui le pays], lorsque les médias indépendants*

*ne sont pas encore rétablis, lorsque des leaders politiques ne sont pas sécurisés ? »*, interroge le principal opposant, Agathon Rwasa. Le chef de « l'autre ancienne rébellion hutu », les Forces nationales de libération, ne ferme pas la porte à des élections, mais estime qu'« il y a des conditions qui doivent être remplies » au préalable. Plus véhément, Charles Nditije, son allié de l'Uprona, le principal parti de la minorité tutsi, menace de boycotter les futures consultations. « On va tout faire plutôt pour qu'elles n'aient pas lieu, car c'est une mascarade », dit-il. *Jose espérer que la communauté internationale ne validera jamais les résultats de ces scrutins. »*

*« Le pouvoir a décidé de poursuivre sa fuite en avant en maintenant des élections dans un contexte qui ne garantit ni la crédibilité ni l'inclusivité des scrutins, constate un diplomate en poste à Bujumbura. Les mesures d'apaisement promises comme le désarmement des milices, la réouverture des médias privés ou la libération des manifestants arrêtés attendent d'être concrétisées. Les partis d'opposition peuvent varier,*

*mais, aujourd'hui, ils ne sont plus dans une logique de dialogue et semblent s'orienter vers le boycott. »* L'espoir d'une solution négociée pourrait être entretenu dimanche 14 et lundi 15 juin par une prise de position forte des chefs d'Etat du continent lors du sommet de l'Union africaine en Afrique du Sud, mais le nombre d'aspirants à un troisième mandat ou de présidents déjà affranchis de toutes limites constitutionnelles tempère les optimismes.

Signe de l'inquiétude qui prévaut pour le Burundi, le haut-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a dénoncé les actions « de plus en plus violentes et menaçantes » des Imbonerakure, qu'il qualifie de « milice progouvernementale ». Selon lui, « la dernière chose dont a besoin le Burundi après une décennie de consolidation progressive et largement réussie de la paix, c'est d'être catapulté dans une guerre civile du fait de la détermination impitoyable d'un petit nombre de personnes à garder ou à prendre le pouvoir à tout prix ». ■

CYRIL BENSIMON

**« J'espère que la communauté internationale ne validera jamais les résultats de ces scrutins »**

CHARLES NDI TIJE

Union pour le progrès national (Uprona)